

Intervention des Verts au Conseil de Communauté du 9 juillet 2009
Délibération TRA 01 sur la contribution du Grand Toulouse au PDU
Présentée par Antoine Maurice, Président du groupe des élus Verts

Monsieur le Président, chers collègues,

Comme l'a dit Jean-Charles Valadier, et comme on ne le répétera jamais assez, un des objectifs des PDU est de permettre la diminution du trafic automobile. Diminuer le trafic automobile alors même que notre agglomération ne cesse de grandir et de s'étendre. Et donc, si nous ne faisons rien, les déplacements automobiles augmenteront de 8 à 22 % d'ici onze ans. Et même si nous doublions l'offre de transports en commun, nous ne parviendrions qu'à maintenir un statu quo.

Je vous répète cela, parce que nous ne devons jamais oublier nos responsabilités en termes d'organisation des transports, de solidarité territoriale, de service et de santé publics. Il était donc urgent que nous nous dotions d'un véritable PDU !

La contribution du Grand Toulouse au débat sur le PDU, élaboré au sein de Tisséo, va globalement dans le bon sens. Nous y souscrivons donc et la voterons – bien que nous devions émettre plusieurs réserves, notamment sur les nombreux projets routiers qui restent à l'ordre du jour. Les Verts considèrent en effet qu'un moratoire sur ces grands travaux est une condition nécessaire pour que nous nous donnions les moyens de nos ambitions communes.

Mais ne nous voilons pas la face. Quels que soient les préférences techniques que nous mettons en avant, quelle que soit l'organisation institutionnelle des transports, le nerf de la guerre reste le financement, comme toujours. C'est une lapalissade de dire que c'est l'enveloppe que nous mobiliserons, tous ensemble, qui conditionnera nos réalisations ! Il ne s'agit en effet pas de mettre des projets en concurrence, mais de promouvoir une offre de transports efficace, rationnelle et cohérente pour notre agglomération.

Et c'est pour que nous nous donnions les moyens de ces ambitions communes que les Verts considèrent qu'un triple effort financier est absolument nécessaire. Pour réaliser ce PDU, nous devons en effet dégager 120 à 130 millions d'Euros supplémentaires chaque année. Comment ?

- Tout d'abord, il est impératif de réduire les crédits consacrés à l'automobile, et donc d'instaurer un moratoire sur les grands projets routiers. Des grands travaux comme ceux de la jonction Est nécessitent de dégager des budgets que nous ne pouvons et nous ne devons plus nous permettre. C'est d'ailleurs pour cela que les Verts avaient voté contre ce projet.
- Ensuite, nous devons nous montrer vigilants pour ne pas être une nouvelle fois les oubliés de l'Etat. Le Grenelle I a dégagé 800 millions d'Euros pour les transports collectifs durables. Et, faute d'avoir su rendre nos projets visibles et convaincants, notre agglomération n'a reçu que 13 millions, que l'on peut comparer aux 30 millions reçus par Montpellier, aux 42 de Bordeaux, sans même parler des 35 milliards du Grand Paris ! Nous ne devons donc pas regarder passer le train du Grenelle II, qui promet 1,8 milliard à l'ensemble des villes de province. Qui plus est, à entendre nos plus éminents responsables politiques, ils seraient devenus plus verts que les Verts ! Ce dont je devrais me réjouir. Mais ce sont pourtant les mêmes qui, pour relancer l'économie, orientent les investissements vers les infrastructures routières et remplissent des chèques en blanc à l'industrie automobile – sans aucune exigence environnementale ou sociale en contrepartie. Peut-être devraient-ils mettre leurs actions en cohérence avec leur ode à la reconversion écologique !
- Et enfin, une opportunité que nous ne devons pas négliger, c'est de lever une taxe additionnelle. 60 Euros par an et par ménage, en moyenne. Cela représente l'équivalent d'un plein d'essence pour chaque famille. Mais ça représente aussi 20 à 30 millions d'Euros pour notre collectivité.

A défaut de ce triple effort financier, c'est de nos projets, de nos ambitions que nous devons faire l'économie. Est-ce que nous pouvons nous permettre ce luxe ? En tous cas, les Verts ne le veulent pas.